

Cargo

Helvetia Cargo Loisirs

Conditions Générales

Préambule	4
Chapitre 1 - Domaine d'application de l'assurance	4
Article 1.1 Objet de l'assurance	4
Article 1.2 Clause Sanction	5
Chapitre 2 - Vie du contrat	5
Article 2.1 Déclaration du risque	5
Article 2.2 Prise d'effet	5
Article 2.3 Durée du contrat	5
Article 2.4 Résiliation du contrat	5
Chapitre 3 - Cotisation	6
Article 3.1 Détermination de la cotisation	6
Article 3.2 Paiement de la cotisation	6
Article 3.3 Retard de paiement d'une cotisation	6
Article 3.4 Fractionnement de la cotisation	6
Article 3.5 Révision de la cotisation	6
Chapitre 4 - Mise en jeu de la garantie	7
Article 4.1 Obligation de l'Assuré en cas de sinistre	7
Article 4.2 Mesures à prendre	7
Article 4.3 Documents à présenter	7
Article 4.4 Calcul de l'indemnité	7
Article 4.5 Subrogation et recours	8
Chapitre 5 - Dispositions diverses	8
Article 5.1 Assurances cumulatives	8
Article 5.2 Prescription	8
Article 5.3 Compétence	9
Article 5.4 Traitement des réclamations	9
Article 5.5 Médiation	9
Article 5.6 Données personnelles	9
Article 5.7 Autorité de contrôle	11

Préambule

Le présent contrat est régi par la loi française et en particulier par le Code français des Assurances.

Le contrat se compose de :

A / Conditions Générales

Elles ont notamment pour objet de :

- Définir les termes utilisés dans le contrat.
- Rappeler les principes juridiques établis par les lois et décrets en vigueur (contenus notamment dans le Code français des Assurances) qui réglementent l'existence et les modalités de fonctionnement du contrat d'assurance.
- Préciser les formalités à accomplir à l'occasion d'un sinistre et les modalités relatives au règlement des dommages.
- Définir le contenu et les limites d'application des garanties.

B / Conditions Particulières

Établies en fonction des renseignements fournis par l'Assuré à l'Assureur, les Conditions Particulières personnalisent le contrat d'assurance en définissant et précisant les garanties choisies par l'Assuré ainsi que les clauses annexes qu'il a souscrites.

C / Conventions Spéciales

Elles définissent les modalités de garanties applicables à certaines catégories de transport.

D / Clauses annexes

À ces Conditions Générales, Particulières et Conventions Spéciales peuvent s'ajouter, le cas échéant, des clauses annexes qui sont des dispositions particulières qui précisent les modalités relatives à une garantie et qui permettent l'aménagement du contrat.

Par "**Assuré**" (ou "Vous"), on entend le Souscripteur ou toute autre personne désignée en cette qualité aux Conditions Particulières.

Par "**Assureur**" (ou "Nous") on entend la société du groupe Helvetia dont les coordonnées sont précisées aux Conditions Particulières ou en cas de coassurance Helvetia et les coassureurs, chacun tenu en proportion de ses intérêts respectifs.

Chapitre 1 - Domaine d'application de l'assurance

Article 1.1 Objet de l'assurance

Dans les limites prévues aux Conventions Spéciales et aux Conditions Particulières du contrat les objets assurés sont garantis contre :

- les dommages matériels survenus accidentellement,
- les vols caractérisés, c'est-à-dire commis par effraction ou agression,
- la perte, le vol ou les dommages lorsque les objets assurés sont acheminés par un professionnel du transport.

Demeurent toutefois exclus dans tous les cas les dommages et pertes résultant :

- **d'actes intentionnels de l'Assuré, des personnes qui l'accompagnent, ou avec leur complicité ;**
- **des effets directs ou indirects de la radioactivité civile ou militaire ;**
- **d'actes ou de commerce prohibé ou clandestin ;**
- **de la guerre civile ou étrangère s'il est établi que la nouvelle des hostilités était parvenue au lieu de départ du voyage entrepris ;**
- **du vice propre ;**
- **de l'usure normale ou du défaut d'entretien de l'objet assuré consistant en égratignures, rayures, taches, écaillures de quelque sorte que cela soit ;**
- **de l'action de la lumière, de l'oxydation lente, de l'humidité ou des moisissures ;**
- **de l'action des insectes, rongeurs, champignons, micro-organismes ou bactéries ;**
- **d'un défaut de fabrication ou de montage et de ceux survenus au cours de travaux d'entretien, de réparation ou de restauration ;**
- **de confiscation, de saisie ou de réquisition par les autorités ;**
- **d'actions commises par les salariés, les préposés ou membres de la famille de l'Assuré ou avec leur complicité ;**
- **d'une simple disparition, un oubli à quelque endroit que cela soit ;**
- **d'une absence de surveillance, d'une négligence manifeste de votre part ou de l'absence d'utilisation des moyens de protection contre le vol ;**
- **d'une panne, une fausse manœuvre ou un dérèglement électrique ou mécanique ;**

et sauf convention contraire, les dommages et pertes résultant :

- **de dommages électriques (sont toutefois garanties les conséquences de l'action directe de la foudre) ;**
- **du vol dans un véhicule automobile utilisé à titre privé par l'Assuré, sauf en cas de vol avec effraction du véhicule lui-même ou du coffre fermé à clé et en cas d'agression ;**
- **de la pratique du camping ;**
- **de l'utilisation ou du fonctionnement des objets assurés ;**
- **de courses et activités sportives, paris et compétitions.**

Article 1.2 Sanctions Internationales

L'assureur ne sera tenu à aucune garantie, ne fournira aucune prestation et ne sera obligé de payer aucune somme au titre du présent contrat dès lors que la mise en œuvre d'une telle garantie, la fourniture d'une telle prestation ou un tel paiement l'exposerait à une sanction, prohibition ou restriction résultant d'une résolution de l'Organisation des Nations Unies, et/ou aux sanctions économiques ou commerciales prévues par les lois ou règlements édictés par l'Union Européenne, la France, la Suisse, les États-Unis d'Amérique ou par tout autre droit national applicable prévoyant de telles mesures.

Chapitre 2 - Vie du contrat

Article 2.1 Déclaration du risque

Vous vous engagez à répondre exactement à nos questions et à nous déclarer, en cours de contrat, les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence d'aggraver les risques ou d'en créer de nouveaux.

La nullité du contrat peut être prononcée en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de votre part (Article L 113-8 du Code français des Assurances).

Article 2.2 Prise d'effet

Le contrat prend effet à la date indiquée aux Conditions Particulières sauf si, dans les 30 jours de son émission, il n'a pas été retourné à l'Assureur, signé et accompagné du paiement de la cotisation. Cette disposition s'applique également à tout avenant ultérieur stipulant un complément de cotisation payable comptant.

Article 2.3 Durée du contrat

La durée du contrat est fixée à un an à compter de la date d'exigibilité de la première cotisation à moins que les Conditions Particulières n'en disposent autrement.

La durée du contrat est rappelée dans les Conditions Particulières par une mention en caractères très apparents figurant juste au-dessus de votre signature.

Sauf convention contraire, le contrat est tacitement reconduit d'année en année lors de l'échéance annuelle dont la date est fixée aux Conditions Particulières.

Article 2.4 Résiliation du contrat

Vous avez la possibilité de résilier le contrat :

- en adressant une lettre recommandée à l'Assureur au moins deux mois avant la date d'échéance annuelle ;
- en cas de survenance d'un des événements suivants (Article L 113-16 du Code français des Assurances) :
 - changement de domicile ;
 - changement de situation matrimoniale ;
 - changement de régime matrimonial ;
 - changement de profession ;
 - retraite professionnelle ou cessation définitive d'activité professionnelle ;
- en cas de diminution des risques si nous ne réduisons pas la cotisation en proportion (Article L 113-4 du Code français des Assurances) ;
- après résiliation, de notre fait, d'un autre de vos contrats après sinistre (Article R 113-10 du Code français des Assurances).

Nous avons la faculté de résilier le contrat :

- par lettre recommandée à votre dernier domicile connu, deux mois avant l'échéance annuelle du contrat ;
- suite à non-paiement de votre cotisation (Article L 113-3 du Code français des Assurances) ;
- en cas d'aggravation du risque à garantir (Article L 113-4 du Code français des Assurances) ;
- suite à omission ou inexactitude dans la déclaration du risque (Article L 113-9 du Code français des Assurances) ;
- après sinistre (Article R 113-10 du Code français des Assurances).

Formes de la résiliation :

Lorsque l'Assuré use de la faculté de résilier le contrat, il peut le faire à son choix, soit par lettre recommandée, soit par déclaration contre récépissé au siège social de l'Assureur ou à l'agent auprès duquel le contrat a été souscrit, soit par acte extrajudiciaire, soit par envoi recommandé électronique à l'adresse suivante : rear@helvetia.fr, en précisant le numéro du contrat et le nom de la Délégation Helvetia concernée, soit par tout autre moyen indiqué aux Conditions Particulières.

La résiliation par l'Assureur doit être notifiée à l'Assuré par lettre recommandée adressée au dernier domicile connu de celui-ci.

Lorsque l'Assuré aura traité par l'entremise d'un courtier ou d'un intermédiaire, l'Assureur pourra valablement notifier la résiliation à ce courtier ou à cet intermédiaire. En cas d'envoi d'une lettre recommandée, tout délai de préavis de résiliation se décompte à partir de la date figurant sur le cachet de la poste.

Chapitre 3 - Cotisation

Article 3.1 Détermination de la cotisation

Les Conditions Particulières déterminent la date d'exigibilité de la première cotisation et des cotisations ultérieures ; elles précisent en outre si vous avez la possibilité d'acquitter celle-ci au moyen de versements échelonnés. Elles fixent, dans cette hypothèse, la date d'exigibilité et le montant de chaque fraction de cotisation. Le paiement de la cotisation est indivisible au-delà du fractionnement prévu par les Conditions Particulières ; le versement d'une somme inférieure n'a aucune valeur libératoire.

Article 3.2 Paiement de la cotisation

Dès l'envoi du compte de cotisation vous avez à payer celle-ci ainsi que les frais accessoires, impôts et taxes dus sur les contrats d'assurance.

Article 3.3 Retard de paiement d'une cotisation

Conformément aux dispositions de l'Article L 113-3 du Code français des Assurances, si dans les dix jours qui suivent l'échéance, vous n'avez pas payé la cotisation ou la fraction de celle-ci, nous pouvons suspendre la garantie du contrat trente jours après une mise en demeure et, parallèlement, nous pouvons poursuivre en justice l'exécution du contrat.

La mise en demeure résulte de l'envoi d'une lettre recommandée à votre dernier domicile connu.

Nous avons le droit de résilier le contrat dix jours après l'expiration du délai de trente jours, c'est-à-dire quarante jours après l'envoi de la lettre recommandée de mise en demeure.

Mise en demeure et résiliation peuvent être notifiées simultanément au moyen d'une seule lettre recommandée.

La suspension de garantie ne vous dispense pas de l'obligation de payer les cotisations ultérieures à leurs échéances.

Article 3.4 Fractionnement de la cotisation

Lorsque les Conditions Particulières vous autorisent à acquitter la cotisation annuelle au moyen de plusieurs versements, le bénéfice de ce paiement fractionné est supprimé de plein droit en cas de :

- non-paiement d'une fraction de la cotisation annuelle à l'échéance fixée aux Conditions Particulières après la présentation du compte de cotisation correspondant ;
- suspension, à votre demande, de la garantie du contrat ;
- résiliation anticipée du contrat dans les cas prévus par les présentes Conditions Générales.

La suspension du fractionnement entraîne automatiquement l'exigibilité immédiate de toutes les fractions de la cotisation annuelle qui ne sont pas encore échues.

La garantie du contrat, lorsqu'elle est suspendue pour non-paiement d'une fraction de cotisation annuelle ne reprend ses effets, sauf résiliation, qu'à midi le lendemain du jour où vous avez payé le solde de la cotisation annuelle considérée.

Article 3.5 Révision de la cotisation

Si nous sommes amenés à modifier les tarifs applicables aux risques garantis, votre cotisation est modifiée dans la même proportion à l'échéance annuelle qui suit cette modification.

Vous avez alors le droit de résilier le contrat par lettre recommandée ou par envoi recommandé électronique à l'adresse suivante : rear@helvetia.fr, en précisant le numéro du contrat et le nom de la Délégation Helvetia concernée, dans les quinze jours suivant celui où vous aurez eu connaissance de cette majoration. Cette résiliation prendra effet un mois après l'expédition de votre lettre recommandée et vous resterez redevable d'une fraction de la cotisation calculée au prorata du temps écoulé entre la dernière échéance et la date d'effet de la résiliation.

Chapitre 4 - Mise en jeu de la garantie

Article 4.1 Obligation de l'Assuré en cas de sinistre

Vous devez nous informer, dans un délai de cinq jours (sauf dimanche et jour férié) de tout évènement susceptible de mettre en jeu la garantie, ce délai étant ramené à deux jours (sauf dimanche et jour férié) en cas de vol.

Vous devez vous abstenir de procéder à toute réparation sans notre accord ni prendre aucune mesure susceptible d'empêcher ou de retarder les constatations ou vérifications utiles.

L'Assuré est déchu de tout droit à indemnisation s'il fait volontairement une fausse déclaration sur la date, la nature, les causes, les circonstances ou les conséquences du sinistre.

La déchéance est également appliquée si l'Assuré emploie sciemment comme justificatifs des documents inexacts ou des moyens frauduleux ou encore en cas d'omission volontaire de la déclaration de l'existence d'autres assurances portant sur les mêmes risques.

Article 4.2 Mesures à prendre

Vous devez, en cas de dommages ou de pertes, prendre toutes mesures nécessaires afin d'en limiter les conséquences et préserver les recours contre les responsables.

En cas de vol vous devez déposer plainte immédiatement auprès des autorités de police.

En cas de destruction, partielle ou totale, vous devez faire constater par une autorité compétente ou, à défaut, un témoin.

Article 4.3 Documents à présenter

Lorsque vous nous informez d'un évènement susceptible de mettre en jeu la garantie, vous devez nous adresser :

- un écrit précisant les circonstances de l'évènement ;
- il vous appartient de prouver par tous les moyens les circonstances du sinistre ainsi que l'existence et la valeur des objets disparus ou endommagés ;
- les justificatifs de propriété et de la valeur (factures d'achat, estimations préalables...);
- le récépissé de déclaration de vol aux autorités de police s'il y a lieu ;
- le constat de destruction totale ou partielle établi par l'autorité compétente ou un témoin ;
- la preuve de l'effraction si elle est nécessaire à la mise en jeu de la garantie ;
- l'attestation de dommage ou perte établie par le transporteur responsable s'il y a lieu.

Vous devez nous présenter tous avis, lettres, convocations ou actes extrajudiciaires que vous recevez.

Nous nous réservons la possibilité de nommer un expert afin d'aider à l'établissement des faits et du préjudice et de vous demander de produire tous documents utiles à la vérification de ceux-ci.

Le règlement de l'indemnité sera effectué dans les 30 jours de la remise de l'ensemble des documents nécessaires.

Article 4.4 Calcul de l'indemnité

L'assurance ne peut être une cause de bénéfice pour l'Assuré.

Si l'objet assuré est réparable l'indemnité est fixée au coût de la réparation ou du remplacement des pièces détériorées à concurrence de la valeur économique de l'objet assuré au jour du sinistre, à dire d'expert, sans pouvoir dépasser la limite de garantie indiquée aux Conditions Particulières.

Si l'objet assuré est entièrement détruit, hors d'usage ou volé, l'indemnité est fixée au montant de la valeur économique de l'objet assuré au jour du sinistre, compte tenu de sa vétusté, dans les limites du plafond de garantie indiqué aux Conditions Particulières, déduction faite s'il y a lieu, de la franchise et de la valeur de sauvetage.

Aucun délaissement des objets assurés n'est possible en notre faveur.

Au cas où des objets assurés perdus ou volés, dans des circonstances mettant en jeu la garantie du contrat, sont retrouvés avant le paiement d'une indemnité, vous en reprendrez possession. En ce cas, nous vous indemniserons des dommages éventuellement subis et couverts par l'assurance.

S'ils sont retrouvés après le paiement d'une indemnité vous pourrez en reprendre possession à condition de nous en prévenir dans les 30 jours de leur découverte. Vous vous engagez à nous rembourser alors l'indemnité diminuée du montant des dommages garantis. S'il résulte des estimations que la valeur réelle des objets assurés excède de plus de 25 % la valeur assurée, vous serez considéré comme restant votre propre Assureur pour l'excédent. En conséquence vous supporterez alors une part proportionnelle du dommage.

Article 4.5 Subrogation et recours

Nous sommes subrogés, dès le paiement de l'indemnité d'assurance et jusqu'à son montant, dans vos droits et actions contre toute personne responsable des dommages.

Si, de votre fait, le recours ne peut s'opérer en notre faveur, l'indemnité d'assurance sera diminuée du montant à récupérer.

Chapitre 5 - Dispositions diverses

Article 5.1 Assurances cumulatives

Si les risques garantis par le contrat sont couverts par une assurance de même nature auprès d'un autre Assureur, vous devez nous le faire savoir.

S'il n'y a pas fraude, chacun de ces contrats produit ses effets dans ses propres limites. Vous serez alors indemnisé par l'Assureur de votre choix.

Article 5.2 Prescription

Les actions nées du présent contrat se prescrivent par deux ans dans les conditions prévues aux Articles L 114-1, L 114-2, L 114-3 (assurance terrestre), L 172-31, R 172-6 (assurance maritime et transport) du Code français des Assurances.

1/ En matière d'assurance terrestre :

Article L 114-1 :

Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1) En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'Assureur en a eu connaissance ;

2) En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'Assuré contre l'Assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'Assuré ou a été indemnisé par ce dernier. La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le bénéficiaire est une personne distincte du souscripteur et, dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'Assuré décédé. Pour les contrats d'assurance sur la vie, nonobstant les dispositions du 2°, les actions du bénéficiaire sont prescrites au plus tard trente ans à compter du décès de l'Assuré.

Article L 114-2 :

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription [reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait, demande en justice, acte d'exécution forcée] et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action, peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'Assureur à l'Assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'Assuré à l'Assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Article L114-3 :

Par dérogation à l'Article 2254 du code civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

2/ En matière d'assurance maritime :

Article L 172-31 :

Les actions nées du contrat d'assurance se prescrivent par deux ans. La prescription court contre les mineurs et les autres incapables.

Article R 172-6 :

Le délai de prescription des actions nées du contrat d'assurance court :

- 1) En ce qui concerne l'action en paiement de la prime, de la date d'exigibilité ;
- 2) En ce qui concerne l'action d'avarie, de la date de l'événement qui donne lieu à l'action ; pour la marchandise, de la date de l'arrivée du navire ou autre véhicule de transport, ou, à défaut, de la date à laquelle il aurait dû arriver ou, si l'événement est postérieur, de la date de cet événement ;
- 3) Pour l'action en délaissement, de la date de l'événement qui y donne droit ou, si un délai est fixé pour donner ouverture à l'action, de la date d'expiration de ce délai ;
- 4) Lorsque l'action de l'Assuré a pour cause la contribution d'avarie commune, la rémunération d'assistance ou le recours d'un tiers, du jour de l'action en justice contre l'Assuré ou du jour de paiement.

Pour l'action en répétition de toute somme payée en vertu du contrat d'assurance, le délai court alors de la date du paiement indu. La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription (reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait, demande en justice, acte d'exécution forcée).

Article 5.3 Compétence

Tous les litiges relatifs à l'application et à l'interprétation du contrat d'assurance seront de la compétence du tribunal de Commerce du siège social de l'Assureur.

Article 5.4 Traitement des réclamations

Pour toute réclamation (désaccord, mécontentement) relative à votre contrat d'assurance, vous pouvez vous adresser à votre conseiller habituel.

Si cette demande n'est pas satisfaite, votre réclamation peut être adressée par courrier à l'adresse suivante :

HELVETIA – Traitement des Réclamations
25, quai Lamandé
76600 Le Havre

Nous nous engageons à accuser réception de votre réclamation dans un délai maximum de 10 jours ouvrables.

Celle-ci sera traitée dans les 2 mois au plus tard.

Article 5.5 Médiation

a) Si l'Assuré est un consommateur

Si un litige subsiste après traitement de votre réclamation par le service Réclamations de l'Assureur, et à condition qu'aucune action judiciaire n'ait été engagée, vous pouvez demander l'intervention d'un médiateur.

En tant que membre de la Fédération Française de l'Assurance (FFA), votre Assureur adhère à l'association "La Médiation de l'Assurance". Vous pouvez saisir la Médiation de l'Assurance, médiateur compétent dont relève l'Assureur, soit par internet, en ligne, soit par courrier postal.

La Médiation de l'Assurance
www.mediation-assurance.org
LMA
TSA 50110
75441 Paris Cedex 09

b) Si l'Assuré est un professionnel

En cas de litige relatif au contrat d'assurance, l'Assuré ou l'Assureur peuvent demander l'intervention d'un médiateur.

Le médiateur est choisi d'un commun accord entre les parties.

Le médiateur rend un avis écrit motivé dans les 3 mois de sa saisine au vu des arguments et des pièces justificatives qui lui auront été communiquées.

L'avis du médiateur ne lie pas les parties et a un caractère confidentiel. En outre, les parties s'interdisent d'en faire état devant les juridictions judiciaires ou arbitrales.

Les frais et honoraires du médiateur seront réglés par l'Assureur.

Article 5.6 Données personnelles

Cet article a pour objectif de vous informer de la manière dont vos informations personnelles sont collectées et traitées par Helvetia Assurances, en sa qualité de responsable de traitement.

Helvetia Assurances a nommé un Délégué à la Protection des Données personnelles (DPO) joignable aux coordonnées suivantes :

dpo@helvetia.fr

ou

Helvetia Assurances
Délégué à la Protection des Données
25, quai Lamandé - 76600 Le Havre.

Les données personnelles collectées et traitées par le responsable de traitement sont obligatoires pour la poursuite des finalités décrites dans le tableau ci-dessous. Les traitements sont réalisés sur le fondement des bases juridiques définies dans le même tableau.

Finalités	Base Juridique
<ul style="list-style-type: none">■ La gestion et exécution des contrats d'assurance, de la phase précontractuelle à la résiliation du contrat■ L'examen, acceptation, tarification, surveillance des risques■ La gestion des impayés et leur recouvrement■ L'exercice des recours, gestion des réclamations et contentieux■ La réalisation de statistiques et études actuarielles■ La gestion des demandes liées à l'exercice de vos droits	<ul style="list-style-type: none">■ Exécution des contrats
<ul style="list-style-type: none">■ Votre identification, l'identification des assurés et des bénéficiaires■ La lutte contre le blanchiment des capitaux / financement du terrorisme■ L'application des mesures de sanctions financières nationales ou internationales	<ul style="list-style-type: none">■ Respect d'une obligation légale, réglementaire ou administrative à laquelle le responsable de traitement est soumis
<ul style="list-style-type: none">■ La gestion commerciale des clients et prospects■ La lutte contre la fraude à l'assurance	<ul style="list-style-type: none">■ Poursuite par le responsable du traitement de ses intérêts légitimes (assurer la meilleure qualité de nos services, protection des intérêts des assurés et des assureurs).

Les données personnelles collectées sont destinées aux services du responsable de traitement en charge de la gestion commerciale ou de la gestion et l'exécution de vos contrats, aux délégataires, intermédiaires en assurance, co-assureurs, réassureurs, partenaires, mandataires, sous-traitants, ou autres entités du groupe dans le cadre de l'exercice de leur mission.

Des informations vous concernant peuvent également être transmises à toutes personnes intéressées au contrat (souscripteur, assuré, adhérent et bénéficiaire, et s'il y a lieu aux responsables, aux victimes et leurs mandataires, aux témoins et tiers intéressés à l'exécution du contrat...), aux juridictions, autorités judiciaires, arbitres, médiateurs, ministères concernés, aux services en charge du contrôle tels que commissaires aux comptes, auditeurs ainsi que les services en charge du contrôle interne.

Elles peuvent également être transmises aux organismes d'assurance des personnes impliquées, organismes professionnels et fonds de garanties, ainsi qu'à toutes personnes intervenant au contrat tels qu'avocats, experts, auxiliaires de justice, officiers ministériels, enquêteurs, professionnels de santé, médecin conseils et personnel habilité, organismes sociaux. Ces informations peuvent de même être utilisées au titre de la lutte contre la fraude par des personnes habilitées.

Le responsable de traitement peut être amené à transférer vos données à caractère personnel en dehors de l'Union Européenne, en Suisse (existence d'une décision d'adéquation rendue par la Commission Européenne).

Les données à caractère personnel vous concernant sont conservées le temps nécessaire pour la réalisation des opérations et finalités pour lesquelles elles ont été collectées, ou pour les durées prévues par les lois et règlements, et jusqu'à expiration des délais de prescription légaux.

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation du traitement, ainsi que d'un droit d'opposition au traitement des données.

Vous pouvez également demander la portabilité de vos données. Les données pouvant faire l'objet de ce droit sont celles qui vous concernent et que vous avez fournies au responsable du traitement, que ce dernier traite de manière automatisée dans le cadre de l'exécution d'un contrat conclu ou lorsque le traitement repose sur votre consentement.

Vous pouvez de même :

- retirer votre consentement si le traitement de vos données repose uniquement sur celui-ci, étant entendu que ce retrait peut entraîner l'impossibilité pour le responsable de traitement de fournir ou exécuter le produit ou le service demandé ou souscrit;
- définir des directives relatives au sort de vos données à caractère personnel après votre décès,
- vous opposer à tout moment sans avoir à motiver votre demande, à ce que vos données soient utilisées ou transmises à des tiers à des fins de prospection commerciale.

Les droits des personnes dont les données à caractère personnel sont traitées s'exercent auprès d'Helvetia Assurances - Délégué à la Protection des Données - 25, quai Lamandé - 76600 Le Havre, ou par e-mail à : dpo@helvetia.fr.

Pour des raisons de sécurité, toute demande devra être accompagnée d'un justificatif d'identité. Afin de permettre un traitement efficace des demandes, les personnes exerçant leurs droits ci-dessus sont priées d'indiquer clairement le droit qu'elles souhaitent exercer ainsi que tout élément facilitant leur identification (numéro de contrat par exemple).

Vous disposez également du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 place Fontenoy - TSA 80715 - 75334 Paris Cedex 07.

Article 5.7 Autorité de contrôle

La Société avec qui vous souscrivez le présent contrat est contrôlée par :

L'Autorité de Contrôle Prudenciel et de Résolution (ACPR)

4, place de Budapest

CS 92459

75436 PARIS CEDEX 09

www.helvetia.fr

Votre assureur suisse

